

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 8 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Mahle Behr France Hambach SAS

Europôle
57912 Hambach

Références : HAMBACH_MAHLE_BEHR_2024-01-08_RAPVI_AIR_GSK_25744
Code AIOT : 0006201328

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 novembre 2023 dans l'établissement Mahle Behr France Hambach SAS implanté Europôle Rue Hubert Roth 57912 Hambach. L'inspection a été annoncée le 24 octobre 2023. Cette partie « contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre de l'action "air" sur les rejets atmosphériques.

Les contrôles ont porté sur les différents rejets atmosphériques des installations du process.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mahle Behr France Hambach SAS
- Europôle Rue Hubert Roth 57912 Hambach
- Code AIOT : 0006201328
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : non IED

La société Mahle Behr France Hambach SAS exploite à Hambach une installation de fabrication d'échangeurs thermiques pour véhicules, soumise à autorisation environnementale.

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral n° 99-AG/2-324 du 21 décembre 1999 et est réglementée par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 18 décembre 2002, 15 avril 2004, 20 janvier 2017 et 11 juillet 2017.

Le référentiel utilisé est l'arrêté préfectoral modifié du 21 décembre 1999 précité ainsi que :

- l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau

ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- l'arrêté ministériel modifié du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
- l'arrêté ministériel modifié du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Paramètres de la surveillance	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 58 II	Sans objet
2	Conditions de réalisation de mesures	Arrêté ministériel du 11/03/2010, article annexe IV-2.c)	Sans objet
3	Durée des mesures des contrôles réglementaires	Arrêté ministériel du 11/03/2010, article annexe II-a)	Sans objet
4	Nombre de mesures des contrôles réglementaires	Arrêté ministériel du 11/03/2010, article annexe II-b)	Sans objet
5	Valeur limite d'émission en concentration	Arrêté préfectoral du 21/12/1999, articles 20, 21 et 22 et arrêté ministériel du 03/08/18, points 6.2.3 et 6.2.4 de l'annexe I	Sans objet
6	Fréquence de surveillance	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 58 III	Sans objet
7	Action corrective	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 58 IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport n'a pas mis en évidence de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : paramètres de la surveillance

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 02/02/1998, article 58 II (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, paramètres de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport de contrôle Socotec (intervention du 21 au 24 novembre 2022). Le rapport définit les différents paramètres [référence d'oxygène prise en compte (non corrigée), vitesses d'éjection mesurées, taux d'humidité] ainsi que les normes de référence utilisées (avis ministériel sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les ICPE, publié au journal officiel).</p>

Type de suites proposées : sans suite
--

N° 2 : conditions de réalisation de mesures

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 11/03/2010, article annexe IV-2.c) (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, conditions de mesure
Prescription contrôlée : Les éléments à fournir dans le rapport d'essais concernant à la fois l'installation contrôlée, les méthodes de mesurage mises en œuvre et les résultats des mesurages. Le rapport comprend a minima : [...] -les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les essais nécessaires à une interprétation des résultats (nature des produits d'entrée et produits finis, et/ ou la nature du combustible dans le cas des installations de combustion, conditions de fonctionnement : charge nominale, maximale, particulière ; quelles machines sont reliées aux conduits et si elles sont en fonctionnement) ; les conditions sont consignées dans le tableau récapitulatif et/ ou dans un chapitre dédié du rapport ; [...]
Constats : Le rapport de contrôle Socotec (intervention du 21 au 24 novembre 2022) présente les conditions de fonctionnement des installations dont les effluents sont contrôlés ; il comprend notamment les courbes d'enregistrement des différents paramètres.
Type de suites proposées : sans suite

N° 3 : durée des mesures des contrôles réglementaires

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 11/03/2010, article annexe II-a) (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, durée des mesures
Prescription contrôlée : Pour les installations fonctionnant de façon continue et sans changement d'allure ou de régime de fonctionnement, sauf en ce qui concerne l'agrément n° 7 visé à l'annexe I du présent arrêté, la durée de chaque prélèvement des émissions de polluants est : -pour les polluants dont on détermine la concentration particulaire : au moins d'une heure ; -pour les polluants dont on détermine la concentration gazeuse : au moins d'une demi-heure ; [...]
Constats : Le rapport de contrôle Socotec (intervention du 21 au 24 novembre 2022) présente la durée de chaque prélèvement des émissions de polluants. Ces durées sont conformes.
Type de suites proposées : sans suite

N° 4 : nombre de mesures des contrôles réglementaires

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 11/03/2010, article annexe II-b) (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, nombre de mesures réalisées
Prescription contrôlée : En dehors de la réalisation d'un contrôle QAL2 ou d'un test de surveillance annuel (AST), pour tout contrôle réglementaire des émissions à l'atmosphère des installations classées pour la protection de l'environnement, chaque mesurage est répété au moins trois fois, sauf : -dans le cas des dioxines-furanes ; -dans le cas des polluants pour lesquels la méthode de mesurage comprend une phase de prélèvement sur site et d'analyse des supports de prélèvement en laboratoire, et pour lesquels des concentrations inférieures ou égales à 20 % de la valeur limite d'émission réglementaire sont attendues, sur la base des résultats fournis dans le rapport relatif au contrôle réglementaire précédent. Le laboratoire en produit la preuve à travers le rapport de caractérisation de

l'installation lors du contrôle réglementaire précédent. [...]
Constats : Le rapport de contrôle Socotec (intervention du 21 au 24 novembre 2022) présente le mesurage répété au moins trois fois des émissions de polluants.
Type de suites proposées : sans suite

N° 5 : valeur limite d'émission en concentration

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 21/12/1999, articles 20, 21 et 22 (partiels) et arrêté ministériel du 03/08/18, points 6.2.3 (partiel) et 6.2.4 (partiel) de l'annexe I
Thème(s) : risques chroniques, respect des concentrations d'émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 20</u> La teneur en hydrocarbures des rejets à l'atmosphère des dégraisseurs thermiques sera limitée à 110 mg/Nm³.</p> <p><u>Article 21</u> La teneur en fluorure d'hydrogène du rejet des fours sécheurs sera limitée à 5 mg/Nm³ si le flux est supérieur à 0,5 kg/h.</p> <p><u>Article 22</u> La teneur en fluorure d'hydrogène du rejet des fours à braser sera limitée à 5 mg/Nm³ si le flux est supérieur à 0,5 kg/h. [...]</p> <p><u>Point 6.2.3</u> [...] B. Pour les autres appareils de combustion, la vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale est au moins égale à : - 5 m/s pour les combustibles gazeux et le fioul domestique ; [...]</p> <p><u>Point 6.2.4</u> [...] I. « a) » Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; [...] (<i>tableau non reproduit ; paramètre NOx</i>)</p>
<p>Constats : Le rapport de contrôle Socotec (intervention du 21 au 24 novembre 2022) présente les résultats des contrôles réalisés sur : - les 6 lignes de production (5 lignes composées d'un dégraisseur thermique, d'un sécheur et d'un four et 1 ligne composée uniquement d'un dégraisseur thermique) ; - la chaudière de 1 950 KW du hall de production. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur l'ensemble des points faisant l'objet du contrôle.</p>
Type de suites proposées : sans suite

N° 6 : fréquence de surveillance*

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 02/02/1998, article 58 III (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, fréquence de surveillance

Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...]
Constats : L'exploitant présente les rapports de contrôle Socotec (interventions des 30 août 2021 au 2 septembre 2021 et 21 au 24 novembre 2022) et indique que le contrôle au titre de l'année 2023 est programmé du 13 au 17 novembre 2023. Il indique par ailleurs qu'un contrôle inopiné des rejets atmosphériques a été réalisé par l'Apave début octobre 2023, mais que le rapport ne leur a pas encore été adressé. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur la fréquence de surveillance des rejets atmosphérique faisant l'objet du contrôle.
Type de suites proposées : sans suite

N° 7 : action corrective

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 02/02/1998, article 58 IV
Thème(s) : risques chroniques, fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Rapport de contrôle Socotec (intervention du 21 au 24 novembre 2022) : l'inspection observe l'absence de non-conformité sur l'ensemble des points faisant l'objet du contrôle, devant faire l'objet de commentaires sur les causes des dépassements et d'actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Type de suites proposées : sans suite